



Dans un contexte social qui interroge sur la justice fiscale, sur la place et le rôle des services publics, et sur les questions de pouvoir d'achat, les personnels de la DGFIP subissent une nouvelle dégradation de leurs conditions de travail à l'occasion de la mise en place du PAS. Le gouvernement confirme sa volonté de supprimer 120 000 emplois de fonctionnaires d'ici 2022.

**En HAUTE VIENNE encore 14 emplois supprimés en 2019 !
Plus de 200 en 10 ans !**

Dans le même temps, le concept de géographie revisitée annonce de nouvelles réformes menant au démantèlement des services dans leur forme actuelle :

Aucun service épargné, fusion de services à grande échelle, contractualisation pour des Maisons de Service Au Public. On ne parle plus de trésoreries SPL, mais de points de contact « front office » pour le conseil et l'accompagnement des collectivités locales et de back-office pour les tâches « industrialisables », le tout en nombre réduit, fusion des SIP, fusion des SIE, trésoreries hospitalières spécialisées avec un effectif de 50 agents (sans oublier l'ouverture à la création des agences comptables et le détachement d'office d'une partie des agents y travaillant), fusion des SPF, incertitude sur l'avenir des PRS, etc.

La DDFIP 87 réduite à 1 SIE, 1 SIP, 1 SPF et une poignée de trésoreries : de la science-fiction ? Hélas, NON !

C'est maintenant qu'il faut se mobiliser, tous ensemble pour réclamer notre dû et défendre notre avenir professionnel !

Stop au plan social à la DGFIP !

Toutes et tous EN GRÈVE le 5 février 2019

pour notre avenir professionnel, pour nos rémunérations, pour nos missions et nos emplois !

**Rassemblement 10 H 30 Carrefour Tourny à LIMOGES
Suivi d'un Pique-nique revendicatif en fin de manif**